Accessions
159,834

Shelf No.
XG.3656.13

Barton Library.

Thomas Pennant Barton.

Boston Public Library.
Received May, 1873.
Not to be taken from the Library.

30

# PAMPHLETS.

French

Revolution

1790

Aug – Dec.

Barton Library

# LE PETIT NOSTRADAMUS,

OU

## PRÉDICTION

Pour l'an de grace 1789 et suivans.

.....ET dans ce tems-là arrivera un événement qui n'eut pas de pareil sur la surface du globe, et qui n'aura point d'autre exemple dans l'avenir.

Un des plus puissans peuples du monde verra anéantir son gouvernement, qui duroit depuis mil quatre cents ans, et il sera détruit par ceux même qu'il aura chargé de le maintenir, en écartant les abus qui l'avoient altéré.

Ses commis ne seront pas plutôt assem-

blés, qu'oubliant que leurs titres et qualités sont déterminés par les mandats du peuple, ils perdront plusieurs mois à examiner, agiter et définir ce qu'ils sont : --- et ils finiront par se déclarer tout autre chose que ce que la nation les aura faits.

Et ils feront venir des provinces et des frontières tous les bandits qu'ils pourront rassembler, et ils les retiendront à leur solde dans la capitale, pour appuyer de leurs crimes leurs plus coupables décrets ; et ils nommeront cette horde de brigands, la nation, et leurs féroces clameurs, la volonté nationale.

Et le prince qui les aura appelés, et les peuples qui les auront choisis, souffriront également de leurs entreprises.

Le Prince, privé de sa liberté, verra son auguste famille dispersée et obligée de chercher son salut dans la fuite.

Le peuple, dont ils tiennent leur puissance, verra déclarer qu'il n'a pas le droit de la limiter, qu'ils sont tout, qu'ils peuvent tout.

Il les verra déclarer que la nation n'a pas le droit d'examiner leurs décrets ; qu'elle ne peut les révoquer, ni même, à l'expiration

de leurs pouvoirs, leur donner des successeurs.

Ils ruineront les riches, sans aucun profit pour les indigens.

Ils parleront toujours du peuple, ne s'occuperont que du peuple, transporteront la plénitude de tous les pouvoirs au peuple, et réduiront ce nouveau souverain à périr de faim et de misère.

La nombreuse classe des nécessiteux sera déclarée égale en droits aux citoyens les plus distingués, et le pauvre libre et désormais sans travail, ne sera plus dépendant que du besoin de manger qu'il ne pourra satisfaire.

Et, de peur qu'une multitude affamée ne regrette le tems, où, en travaillant, elle trouvoit à se nourrir, et ne vienne troubler leurs importans travaux, ils supposeront que le meilleur des princes, que des ministres pusillanimes ont conçu des projets de sang qui eussent étonné l'audace des Catilina, et ils profiteront de la frayeur générale que cette absurde calomnie inspirera, pour armer la vingtième partie du peuple contre le reste de la nation, et la vingtième partie armée fera jurer à tous les habitans de l'em-

pire la soumission la plus entière à des lois qui n'existent point encore.

Et ce sera alors le triomphe de *la liberté :* l'on pourra dire, écrire ou imprimer tout ce que l'on voudra contre la religion et ses ministres, le Roi et ses fidèles serviteurs ; on pourra impunément assassiner les gardes du prince sous ses propres yeux, massacrer la noblesse à la lueur de ses châteaux embrâsés : mais comme *la liberté* n'est pas *la licence*, il sera défendu, sous peine de la vie, d'écrire en faveur de la religion, du Roi ou de la raison, et l'on établira des comités qui rechercheront les auteurs de ces délits et ne pardonneront pas aux plus secrettes pensées.

Et les législateurs diront aux rentiers de la capitale : *vous serez payés de vos rentes* ; et aux peuples des campagnes : *vous serez soulagés de vos impositions ;* et il leur reviendra de toutes les parties de l'empire, de petites adresses de remercîmens, qu'ils auront eux-mêmes fabriquées et dont ils feront grand bruit ; et ils se glorifieront du voeu général des provinces et des départemens, et n'oseront pas néanmoins les convoquer.

Et ils diront entre-eux que la chose publique est dans le plus grand état de prospérité, et que la banqueroute est *huit fois impossible;* car ce seroit une chose infâme et indigne d'un peuple libre.

Et cependant on ne paiera personne, et les rentiers commenceront à s'appercevoir que, si les peuples paient moins, le trésor public ne sauroit les payer.

Et alors les grands alchimistes, pour accorder les rentiers *excellens citoyens*, avec les bons peuples des provinces, feront la découverte de la pierre philosophale.

Par une première opération, avec un peu de papier griffonné de paroles magiques, ils feront tant et tant de millions, que personne n'en manquera; et par un nouveau tour, ils s'engageront à changer, à la volonté des amateurs, les écus de papier en belles et bonnes terres du clergé et du domaine.

Et le bon peuple de la capitale sera transporté de joie à la nouvelle de ce miracle, et il voudra traiter en *aristocrates* ceux qui oseront douter de sa réalité.

Et le grand balancier national sera mis en activité, et il frappera pour onze cent cinquante-quatre millions trois cent qua-

rante-quatre mille livres dix-neuf sous huit deniers de beaux écus de papier.

Et immédiatement après, deux mille balanciers, dans le genre de ceux *des frères Agasse*, travailleront avec une si infatigable activité, qu'ils en frapperont en trois mois pour deux milliards trois cent millions six cent quatre-vingt-dix mille livres dix sous quatre deniers, qui se répandront dans les provinces, qui ne pourront pas les distinguer des premiers.

Et la nation nagera dans la joie, à la vue de tant de trésors; et tout le monde deviendra bientôt riche, lorsqu'avec cent écus d'argent, on pourra acheter dix mille livres en écus de papier.

Et les *aristocrates* devenus *citoyens*, qui dans ces derniers tems ne vivoient que d'arrêts de surséance, se convertiront et paieront leurs dettes; et ils acheteront pour peu d'argent de grosses sommes en écus de papier, avec lesquels ils solderont leurs marchands, ouvriers et fournisseurs. Et le bon peuple sera bien content de se voir ainsi payé et en état d'acquérir les beaux domaines du clergé.

Mais deux aristocrates incorrigibles, *le*

*bon sens* et *la raison*, élèveront bientôt leurs voix dans les provinces ou départemens, et ils parleront leur langage, c'est-à-dire en *mauvais patriotes*.

Ils diront aux provinces : Eh quoi ! vous voulez détourner le patrimoine de l'église et des pauvres, en faveur des banquiers de la capitale ! Avez-vous bien examiné les suites d'une pareille opération ? Songez-vous que, quand vous vous serez dépouillés en faveur de gens qui vous sont étrangers, de gens qui recueillent sans semer, qui furent les vampires de l'état sous l'ancien gouvernement, et les premiers auteurs de tous nos maux, il faudra que vous supportiez, pour payer le culte de la religion de vos pères, une imposition de cent trente-trois millions huit cent mille livres, c'est-à-dire un impôt plus fort de moitié que la taille qui vous écrase maintenant !

Les mêmes aristocrates ajouteront aux provinces riches en bénéfices : Eh ! de quel droit prétend-on vous faire contribuer dans une proportion dix fois plus forte que les autres provinces, au paiement de cette dette prétendue nationale, lorsque l'on n'a pas même contre vous un titre coloré, puisque

vos cours souveraines non-seulement n'ont pas consenti les emprunts, mais n'ont pas même été consultées? Si le parlement de la capitale, qui les a seul enregistrés, ne pouvoit pas légitimement hypothéquer les biens des habitans de son ressort, comment auroit-il pu accorder quelque droit sur vous à qui il est aussi étranger que le sénat de Suède?

S'il est vrai, ce qui est sans doute une grande question, que les biens de l'église soient à la disposition de la nation, il n'est pas du moins douteux que la disposition des biens des églises de Flandre, d'Alsace, de Normandie, etc., n'appartiennent aux nations flamandes, alsaciennes ou normandes, etc. Et comment a-t-on espéré que vous laisseriez dépouiller vos églises, vendre les monastères qui vivifient vos campagnes, pour n'en recueillir d'autres fruits que la triste nécessité de doubler vos impositions actuelles, afin de pourvoir mesquinement aux frais du culte auquel la piété de vos ancêtres avoit si magnifiquement pourvu?

Comment a-t-on espéré que vous vous porteriez à violer les droits sacrés de la propriété, en privant, de leur vivant, des titu-

laires dont les uns sont vos amis, vos parens ou vos concitoyens, et les autres se sont naturalisés parmi vous par les bienfaits qu'ils ont répandus sur les malheureux et les indigens ?

Comment a-t-on espéré que, pour payer les marchés usuraires passés entre des ministres déprédateurs et des banquiers avides, vous mettriez vos bénéficiers dans la nécessité de faire banqueroute et de ruiner ainsi un nombre infini d'ouvriers, de marchands et autres créanciers vos compatriotes, dont la dette, fondée sur la bonne foi, est plus légitime et sacrée que toutes celles de l'ancien gouvernement ?

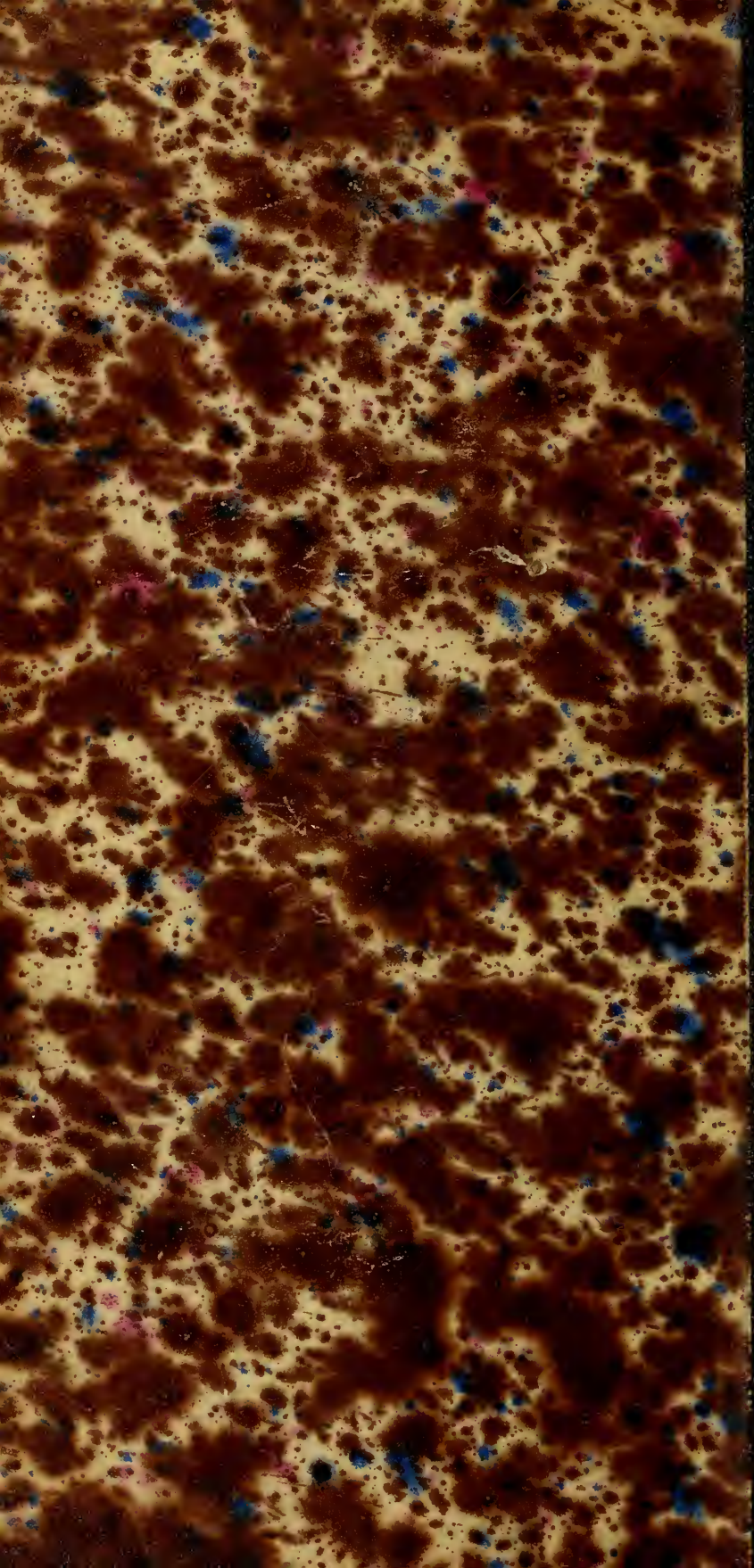
Si les biens du clergé sont à votre disposition, n'oubliez pas qu'il ne vous est permis d'en disposer que suivant les règles de la justice ; supprimez donc ceux de vos établissemens ecclésiastiques qui sont les moins utiles, pour augmenter le sort de vos curés, la dotation de vos collèges et de vos hôpitaux : mais assurez, pendant leur vie, la jouissance des titulaires ; et tant qu'une ville ou même un seul village de votre arrondissement aura besoin de quelques secours, ne pensez pas avoir rien à sacrifier

aux agioteurs de la capitale des biens qui ont une aussi sainte destination?

Et tous ceux qui entendront ces paroles du *bon sens* et de la *raison*, ne voudront plus laisser vendre leurs bénéfices, mais en employer une partie à des fondations utiles dans leurs provinces, et conserver les autres pour vivifier les campagnes et pourvoir à leurs futurs besoins.

Et chaque province ou département déclarera également qu'elle ne veut être régénérée que par le *bon sens* et la *raison*, ou, ce qui est la même chose, suivant les cahiers qu'elle avoit donnés à ses députés.

Et les banquiers et les agioteurs seront bien marris d'avoir sacrifié tant d'argent pour fomenter une révolution qui leur fera tout perdre, lorsqu'ils auroient pû être payés, si l'état fût resté dans le calme : et le bon peuple de la capitale qui aura reçu de tous ses débiteurs, tant aristocrates que patriotes, des écus de papier en paiement, sera contristé de voir qu'ils n'ont d'autre hypothèque que les brouillards épais de leur rivière : et ils regretteront d'avoir voulu assommer, sans les entendre, les aristocrates

qui s'opposoient à la fausse monnoie ; et ils regretteront encore davantage de n'avoir pas assommé réellement les enragés qui, en les flattant, les auront abusés : et ceux-ci auront pris le parti de s'enfuir avant que l'heure du bon sens et de la raison ne soit venue : et les citoyens vendront leurs uniformes et leurs équipemens, pour donner du pain à leurs femmes et à leurs enfans ; et ils iront tous se jetter aux pieds de leur bon roi, pour le prier de leur pardonner et de reprendre son autorité légitime, qui seule peut assurer le bonheur et la tranquillité de ses peuples. Ainsi soit-il.

La présente prédiction se réalisera dans tous ses points, depuis le 4 mai 1789 au premier janvier 1791.